



Un classement rebat les cartes

# Les caisses de pensions se font secouer sur le climat

Le consortium Alliance climatique estime que 93% du capital de retraite est investi par des institutions qui «ignorent largement le risque climatique» et les compare. Réactions.


Pierre-Alexandre Sallier  
Publié: 01.11.2020, 14h14

1 commentaire



Le défi: réorienter ces montagnes d'épargne en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique (ici une éolienne sur le col de Nufenen)... tout en préservant le rendement protégeant nos retraites.

KEYSTONE

À dix jours de la présentation d'un rapport fédéral crucial pour le secteur de la prévoyance, c'est un pavé dans la mare que jette l'Alliance climatique. Après avoir passé en revue durant des mois une centaine de caisses de pensions représentant le gros du secteur, ce consortium d'ONG  arrive à la conclusion que 92% de l'argent placé pour leurs retraités – actuels et à venir – «est investi par des institutions qui

ignorent largement les risques climatiques».

SUITE APRÈS LA PUBLICITÉ

---

Seuls 8% de cette montagne d'épargne sont placés par des entités «alignant leurs objectifs sur ceux de l'Accord de Paris sur le climat», note l'enquête. Pas terrible au vu du nombre de caisses qui font clignoter «responsable» et «durable» en gros sur leur site internet.

### **CFF et La Poste écarlates**

Le classement réalisé [ici](#), qui doit être annoncé ce lundi, regroupe les institutions de prévoyance en trois catégories, en fonction du respect d'une trentaine de critères [ici](#) allant de leur affiliation à des groupements en faveur du climat, jusqu'à la mesure régulière de l'empreinte carbone de leurs placements, en passant par leur respect systématique des critères environnementaux, sociaux et de bonne gestion dits «ESG» dans leurs choix des titres financiers. Elles héritent alors d'un macaron rouge, orange ou vert.

Surprise, les fonds de pension de groupes mettant en avant nombre de projets dans les modes de transport alternatifs ou l'environnement, comme les CFF, La Poste mais aussi Nestlé, figurent dans la catégorie à la traîne, aux côtés de ceux de géants de l'investissement durable comme UBS ou Credit Suisse. Tous mobilisent des avoirs allant de 7 à 25 milliards de francs chacun.

---

## **«Nos efforts ne se reflètent pas dans cette évaluation»**

Christophe Sarrasin, fonds de pension de Nestlé

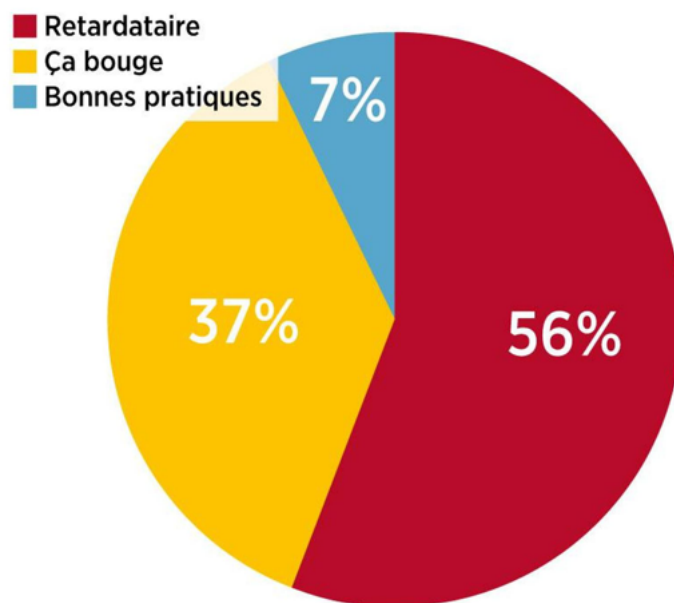
---

«Le fonds de pension de Nestlé a déjà pris plusieurs engagements pour le climat – notamment celui d'atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050 – et l'exclusion des entreprises liées au charbon est envisagée», réagit son directeur, Christophe Sarrasin, qui regrette que

ces efforts «ne se reflètent pas dans cette évaluation».

## Investissements pour le climat

Appréciations du consortium Alliance climatique sur les investissements pour le climat des caisses de pensions suisses (pondérées par les volumes d'investissement).



Y.MICHEL SOURCE: ALLIANCE CLIMATIQUE

## Les géants étatiques flashés

Un gros tiers des caisses scrutées héritent d'un macaron orange, qui récompense, «dans la plupart des cas, la seule exclusion de quelques entreprises du charbon», note Sandro Leuenberger, coordinateur de cette étude. Une catégorie dans laquelle figurent les deux caisses de la fonction publique de l'arc lémanique – la CPEG et la CPEV – mais aussi Publica, le mastodonte aux 48 milliards de l'administration fédérale.

SUITE APRÈS LA PUBLICITÉ

# «La stratégie d'Alliance climatique est de faire du bruit»

Alessia Torricelli, Caisse de prévoyance de l'État de Genève

---

«La stratégie d'Alliance climatique est de faire du bruit pour que les choses bougent, mais on n'est pas là dans un classement systématique obtenu à partir de l'analyse de l'ensemble des placements d'une institution, plutôt dans une agrégation d'informations obtenues», réplique Alessia Torricelli, responsable de la division Finance de la Caisse de prévoyance de l'État de Genève (CPEG). Tous ses investissements prennent en compte le risque climatique et sont gérés selon ces principes ESG, «conformément à l'obligation figurant dans la loi sur la CPEG», assure cette dernière.

Alors qu'elle copréside l'Institutional Investors Group on Climate Change [ici](#) – une alliance européenne de 250 membres ayant la responsabilité de 33'000 milliards de dollars, quarante fois la prévoyance helvétique –, l'institution genevoise doit pourtant «surveiller de manière proactive l'intégration effective des critères ESG et des données sur l'empreinte carbone dans [son] processus d'investissement», prévient l'Alliance climatique.

SUITE APRÈS LA PUBLICITÉ

## Migros en «pionnier»

Il y a aussi ceux qui reçoivent, verts de plaisir, ce classement. C'est le cas de la Caisse de pensions Migros, poids lourd de 25 milliards de francs qualifié de «pionnier» – notamment en raison du bilan des rejets de CO<sub>2</sub> calculé chaque année pour l'ensemble de ses placements. Bon joueur, son directeur, Christoph Ryter, estime que cette notation vient surtout du fait que son institution a détaillé «un peu plus vite que les autres, dès novembre 2019», sa stratégie de gestion des risques climatiques.

---

## «Nous avons détaillé notre stratégie climatique dès 2019»

Christoph Ryter, Caisse de pensions Migros

---

Le calendrier est également invoqué par les CFF, qui se sont fait flasher au rouge. «Cette note ne tient pas compte des décisions fondamentales

sur la politique climatique prises en 2020», assure-t-on du côté de la caisse de retraite des chemins de fer, qui admet n'avoir «pas encore adopté de politique climatique explicite». Ce «travail» sera «finalisé et mis à la disposition du public l'an prochain».

## Verdict redouté de l'OFEV

«Ces questions climatiques sont devenues l'une des priorités des caisses, mais il est gênant de voir que celles qui ne partagent pas exactement la vision du monde défendue par l'Alliance climatique sont placées parmi les moins bons élèves en raison de leur réticence à rendre publics leurs efforts», tempère de son côté Yves-Marie Hostettler, de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP).

«Certaines caisses, à l'instar d'Abendrot ou de NEST, ne font que du durable, par conviction; d'autres font des efforts de transparence afin d'attirer de nouveaux clients», poursuit le représentant du secteur. Entre les deux, «un grand nombre d'institutions se rendent compte que verdir leurs placements répond simplement à leur devoir de diligence – elles gèrent un risque climatique qui, à l'avenir, peut se transformer en risque financier», poursuit ce dernier.

Même imparfait, ce classement fait surtout office de répétition générale avant le verdict que l'Office fédéral de l'environnement s'apprête à rendre sur la «compatibilité climatique» des caisses de pension. Il y a trois ans, ses premiers «tests» systématiques de tous leurs placements montraient qu'elles étaient très loin de contribuer à réduire le réchauffement climatique à la hauteur des objectifs visés par les Accords de Paris. Beaucoup de leurs responsables redoutent qu'une nouvelle enquête décevante – émanant cette fois non plus d'une ONG mais de Berne – ne vienne justifier une réglementation fédérale plus stricte, à l'image de celle en vigueur dans l'Union européenne.

---

### «80% de CO<sub>2</sub> en moins sur nos placements boursiers en 2030»

[^ Afficher moins](#)

*Hasard de calendrier, le rapport du consortium Alliance climatique sera publié ce lundi, le jour où la Caisse de pensions de l'État de Vaud (CPEV) avait choisi pour détailler sa propre stratégie climatique. L'institution au service de 56'000 employés du Canton et dont les placements sont gérés par Retraites Populaires, veut atteindre la neutralité carbone de ses placements d'ici à 2050. Elle n'obtient qu'une appréciation moyenne de l'ONG, qui note cependant une «nette amélioration» de ses pratiques. Le point avec le responsable de ses investissements, Jean-Christophe Van Tilborgh.*

#### **Votre réaction aux conclusions du classement d'Alliance climatique?**

**J.-C. Van Tilborgh, CPEV:** Nous avons fixé un objectif pour 2050, mais le plus difficile restait

de pouvoir construire un échancier à même de mesurer la progression de nos efforts année après année. Et c'est bien ce que veut désormais vérifier une organisation comme Alliance climatique, ce qui explique que la mise en place de cette stratégie – sur laquelle nous planchons depuis plus d'une année – ne prenne pas encore effet dans son appréciation. À partir de maintenant, les choses deviennent bien plus concrètes, et nous serons jugés non plus sur des intentions mais sur nos actes.

#### **De combien pensez-vous réduire les émissions de CO<sub>2</sub> liées à vos placements?**

Nous visons une réduction de 50% de l'intensité carbone des actions que la CPEV détient dans des sociétés des pays industrialisés d'ici à 2025, puis de 80% dans dix ans. Ce dernier objectif rendra la caisse de pensions pionnière en Suisse, signale l'Alliance climatique. Sur notre parc immobilier, la volonté est d'avoir réduit de 10% les rejets de CO<sub>2</sub> par m<sup>2</sup> en 2025, puis d'un gros tiers en 2030.

#### **Vendre les titres des entreprises les moins favorables à l'environnement ne saurait suffire, prévient Alliance climatique...**

L'objectif de diminuer l'empreinte carbone d'un portefeuille est extraordinairement plus complexe que de se débarrasser de titres comme Exxon. Sans compter que cela ne résout qu'une partie du problème. Avoir un impact réel signifie notamment engager un dialogue – par le biais du bureau Ethos – avec les grandes entreprises dont nous sommes actionnaires, afin de les conduire à modifier leur comportement. Sans compter que cet effort ne doit pas se faire au détriment de l'objectif d'investir dans des sociétés bien gérées en termes de gouvernance et de critères sociaux, sans pour autant sacrifier de la performance sur le long terme. C'est pour cela que nous échangeons beaucoup avec les institutions les plus en pointe sur ces questions, notamment celle de la Ville de Zurich ou Publica.

**P.-A.SA.**

Publié: 01.11.2020, 14h14

## **1 commentaire**

**Veillez vous connecter pour commenter**

**olivier micka**

01.11.2020

l'étude est complètement biaisée puisque dès lors qu'une caisse de pension ne répond pas au sondage, elle est automatiquement classée comme ignorant les risques climatiques !